

Le radar-chantier incendié



Le radar-chantier incendié

Un radar-chantier incendié à Monferran-Savès dans la nuit

Un nouvel acte de vandalisme visant un équipement de contrôle routier a été constaté dans le Gers. Cette fois, c'est le radar-chantier installé à hauteur de la commune de Monferran-Savès, sur la RD1124, qui a été pris pour cible.

Les faits se sont produits dans la nuit du mercredi au jeudi. Alertés, les secours sont intervenus rapidement sur les lieux. Six sapeurs-pompiers ont été mobilisés afin de maîtriser l'incendie qui s'était déclaré sur l'appareil. Leur intervention a permis d'éteindre le feu et d'éviter toute propagation aux abords de la chaussée.

Les circonstances exactes de cet incendie restent à déterminer, mais les premiers éléments laissent peu de doute sur l'origine volontaire de la dégradation. Le radar a subi d'importants dommages à la suite du sinistre.

Ce passage signifie que le préfet rappelle les sanctions pénales prévues par le Code pénal pour les personnes qui dégradent volontairement des radars automatiques.

Plus précisément :

- La destruction ou la détérioration d'un radar (qui est un équipement public) peut être punie de 5 ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende lorsque certaines circonstances aggravantes sont retenues, notamment lorsque les faits sont commis par plusieurs personnes agissant ensemble.
- Les peines peuvent être portées à 7 ans d'emprisonnement et 100 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en réunion ou lorsqu'une personne dissimule volontairement son visage afin d'éviter son identification.
- Lorsque le radar est simplement recouvert de peinture ou d'inscriptions, d'autres sanctions peuvent s'appliquer, notamment une amende et éventuellement une peine de travail d'intérêt général.

Dans votre phrase, l'expression « lorsque les faits sont commis en réunion » signifie que plusieurs personnes participent ensemble à l'acte de dégradation. Quant à « lorsque leur auteur cherche à dissimuler son identité », cela vise par exemple le fait de porter une cagoule ou de masquer son visage pour ne pas être reconnu.

Si vous souhaitez, je peux aussi expliquer précisément les articles 322-1 à 322-3 du Code pénal qui fondent ces sanctions.